

28 avril 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le groupe Thales et sur les efforts gouvernementaux en faveur des entreprises et de l'emploi, à Gennevilliers le 28 avril 2016.

Monsieur le président,

Merci d'avoir organisé la visite que j'effectue aujourd'hui ici à Gennevilliers. Je salue le maire, les élus, les parlementaires, et bien sûr le personnel que je n'ai pas pu rencontrer en totalité - mais je reviendrai- et surtout les matériels qui m'ont été présentés et les innovations qui sont ici développées sur ce site de Gennevilliers.

J'avais plusieurs raisons pour venir aujourd'hui. La première, c'est que vous êtes l'un des plus grands fournisseurs de l'armée française. Je suis chef des Armées donc d'une certaine façon, vous me fournissez. J'ai vu toute la qualité de ce que vous pouvez produire et donner à nos soldats, nos militaires, qui sont engagés parfois loin sur des terres hostiles à tous les sens du terme et avec des climats particulièrement impressionnants pour l'exercice de leur mission. Je dois dire que vous leur donnez toutes les conditions pour assurer, dans la sécurité, la tâche que je leur ai confiée.

Il y a une seconde raison qui justifie que je sois là, c'est que vous êtes l'un de nos plus grands exportateurs. THALES, vous avez j'y reviendrai permis à la France d'avoir une amélioration de son commerce extérieur grâce aux commandes que vous avez prises. Vous avez bien voulu souligner que vous m'avez accompagné ou je vous ai accompagné, je ne sais pas dans un certain nombre de pays et que cela a été le moyen de mettre tout simplement en valeur la technologie française. Il n'y a pas de secret. Même si la diplomatie peut être efficace, elle ne peut avoir de résultats que si les produits que nous présentons sont les meilleurs au monde.

Il n'y a aucun pays qui achète à la France pour lui faire plaisir ou pour faire plaisir au chef de l'Etat ou au ministre de l'Industrie si c'est une activité civile, ou de la Défense si c'est une activité militaire. C'est parce que ce que nous pouvons offrir comme qualité doit être exceptionnel et c'est ce que fait THALES.

Enfin, vous avez dit que je connaissais bien THALES puisque j'avais visité un site en Australie. Coïncidence : il y a eu ce grand contrat qui se prépare, parce qu'il faut aussi faire en sorte que nous puissions, après avoir été choisis, conclure l'opération et THALES a joué un rôle important. Je voulais aussi illustrer par ma présence ici à Gennevilliers ce qu'une grande entreprise française est capable de faire, c'est-à-dire une performance technologique au plus haut niveau. Vous êtes sur cinq secteurs. Ils m'ont été présentés : l'aéronautique, l'espace, le transport terrestre, la sécurité et la défense. Cinq secteurs majeurs de l'économie mondiale. Cinq secteurs aussi qui peuvent être essentiels pour la vie de nos compatriotes et, plus largement, de ceux qui utilisent ces technologies ou ces modes de transport.

Le point commun entre toutes les activités que vous développez, c'est qu'ici vous êtes le système nerveux. C'est vous qui permettez à tous ces mécanismes, que ce soit du transport aérien ou du transport terrestre, que ce soient des activités satellitaires, c'est vous qui assurez que l'information puisse à la fois circuler et être protégée. Vous occupez les premières places au monde. Je l'avais dit, c'était avant-hier, à DCNS. Dans beaucoup de domaines, la France est la première au monde et elle doit le dire parce qu'on ne le dira pas à sa place. Vous êtes les

premiers au monde et ils ont le sens parce qu'ils le ont pas à ce propos. Vous êtes les premiers au monde.

Vous êtes les premiers dans les dispositifs de gestion du trafic aérien, dans les sonars, dans la sécurisation des transactions interbancaires et vous êtes premiers européens pour les radio-télécommunications, seconds au monde, et sur la cybersécurité, qui est sans doute l'enjeu le plus important des prochaines années, puisque nous devons nous mettre en ordre de bataille. C'est une bataille par rapport aux intrusions qui peuvent être commises, pour des raisons parfois économiques : certains veulent aller dans nos systèmes pour connaître ce que nous pouvons nous-mêmes inventer £ parfois pour des raisons de souveraineté : pénétrer également un certain nombre de nos lieux de décision, de nos lieux de pouvoir.

C'est aussi un enjeu par rapport à la lutte contre le terrorisme, parce qu'il y a un cyberterrorisme et il y a eu des attaques cyberterroristes. Nous devons assurer cette protection ici en France et partout dans le monde. La première demande qui est souvent exprimée sur beaucoup de sites stratégiques, c'est la protection et c'est donc la cybersécurité, à tel point que la loi de programmation militaire a mis la cybersécurité comme l'une de nos priorités. En même temps que nous développons vous développez ces technologies, vous pouvez également dans les industries civiles offrir un certain nombre de développements. Il n'y a pas d'opposition entre militaire et civil. C'est le militaire qui quelquefois permet de nourrir, si je puis dire, le civil et - cela peut arriver aussi - ce sont des découvertes pour l'industrie civile qui vont avoir des prolongements pour l'activité de défense.

Vous avez aussi permis qu'une commande, qui avait été passée en 2012 c'était la première par Jean-Yves LE DRIAN et il y en a eu d'autres £ je dis cela pour le budget de l'Etat qui a été amené à y mettre les ressources nécessaires la première commande, et j'ai eu à l'approuver, c'est le programme CONTACT. J'ai donc pu vérifier aujourd'hui, venant à Gennevilliers, ce qu'est le programme CONTACT. Il m'a été donné un appareil un peu plus gros qu'un portable - c'est encore un modèle qui n'a pas été jusqu'au bout de son développement - qui permet justement à tout militaire français de pouvoir disposer des technologies les plus avancées.

Vous avez un système de communication particulièrement de haut niveau et c'est ce que vous proposez dans les sous-marins. Les sous-marins, on en parle beaucoup en ce moment. Mais vous, vous avez déjà équipé cent quarante sous-marins. Je n'imagine pas qu'il y ait des sous-marins qui se fabriquent dans je ne sais quel pays dans les prochaines années sans qu'il y ait forcément du matériel THALES. Cela me paraît être l'évidence, mais il faudra encore le démontrer

Je reviens à ce qui a été annoncé par le gouvernement australien. DCNS va donc être le partenaire privilégié pour cinquante ans, si, bien sûr, toutes les conditions sont respectées. Il y en a encore. Il faudra être à chaque fois les meilleurs pour toutes les étapes. C'est un programme de renouvellement de l'ensemble des sous-marins australiens et THALES peut déjà en être fier. Parce que THALES est l'actionnaire aux côtés de l'Etat de DCNS. Ensuite, parce que THALES a joué un rôle en Australie vous l'avez souligné, monsieur le président qui a pu convaincre nos amis australiens de cette technologie française que nous pouvions aussi mettre à la disposition de la marine australienne.

Vous avez aussi cette possibilité de compléter l'équipement de ces sous-marins et je veux féliciter toute l'équipe France dont vous faites partie, qui a permis la réalisation de ce contrat. Ce contrat d'un demi-siècle. Ce contrat qui va porter sur des milliards d'euros mais faisons attention au vertige des chiffres. Ce qui compte, c'est d'être au rendez-vous industriel. Cette équipe de France, c'est bien sûr DCNS, c'est aussi THALES, SAFRAN, SCHNEIDER ELECTRIC, toutes les entreprises qui contribuent à cette excellence.

Je veux une fois encore féliciter aussi la DGA, le ministère de la Défense, qui n'a pas ménagé sa peine et tout ce qui a été fait pour que ce contrat puisse honorer l'industrie française. Vous en êtes ici les meilleurs représentants, de cette industrie française.

THALES est une entreprise en croissance, en forte croissance. Je voudrais bien d'ailleurs que la France connaisse la même croissance que THALES ! C'est de l'ordre de 5 % par an pour les trois prochaines années. C'est un beau programme que vous offrez. Cette croissance, elle a eu déjà

ses résultats puisque vous avez un record de commandes en 2015, dix-neuf milliards d'euros. C'est considérable. Un tiers de plus qu'en 2014 et je veux vous en féliciter tous. Vous avez passé vingt-quatre grandes commandes, cinq contrats majeurs et je veux en citer quelques-uns pour voir justement la diversité de vos activités.

Le métro de Londres, c'est vous. Pas tout seuls mais c'est vous. Les avions Rafale en Egypte et au Qatar, c'est vous. La commande de plus de mille véhicules par l'armée australienne, ce qu'on appelle les Hawkei, c'est vous. Puis un système de communication militaire par satellite pour la France, c'est vous. Vous avez donc finalement été sur les plus beaux contrats de l'année dernière, ceux qui ont d'ailleurs été soulignés comme étant la preuve de l'excellence française dans le monde. Nous étions en Egypte et il y a aussi, ce que vous pouvez faire sur les satellites, et je souhaite vraiment que nous puissions conclure cette opération.

Alors comment expliquer ce succès ? C'était la question du clonage que posait le président CAINE. Savoir ce que nous pouvons retenir comme leçon, comme conclusion, non pas pour dire que c'est forcément facile d'avoir ce modèle et cette réussite. Cela suppose beaucoup de temps et d'investissement.

La première raison de ce succès, c'est le choix qu'a fait la direction d'une stratégie, je veux d'ailleurs la féliciter, et c'est le savoir-faire des salariés. Un groupe ne peut réussir que si les salariés, à tout niveau de responsabilité, sont les meilleurs au monde quant à la formation qu'ils ont pu recevoir ou qu'ils ont de manière suivie dans leur entreprise, ainsi que cette expérience unique de savoir-faire qui se transmet de génération en génération.

Les salariés, c'est ce qui fait la différence, à condition que nous ayons toujours un temps d'avance sur le plan technologique.

C'est aussi, et vous l'avez souligné, le dialogue social qui est une méthode et aussi un résultat. Le résultat, c'est qu'il y a eu ici dix accords majoritaires de groupe qui ont permis dans de nombreux domaines d'avoir justement l'adaptation nécessaire, l'agilité nécessaire et en même temps la sécurité indispensable.

Transparence, parce que tout est ici connu et dialogue social avec un accord qui a eu comme beau nom « Anticipation de groupe ». C'est toujours mieux d'être dans l'anticipation plutôt que dans la soumission, d'être dans le dialogue plutôt que dans le conflit et d'être dans l'adaptation plutôt que dans la résignation. Vous avez pu je m'en souviens, c'était en 2012 et c'était un moment très difficile pour le groupe THALES avoir justement cette volonté de définir une stratégie, d'avoir cette méthode du dialogue social et de pouvoir signer autant d'accords qu'il était nécessaire pour donner à l'entreprise la souplesse et la sécurité, la compétitivité, la performance et le progrès. C'est cette méthode que nous devons partout mettre en place, entreprise par entreprise, faire qu'il soit possible dans un contexte que nous connaissons, qui est celui de la mondialisation, de la compétition, qui est dure, très dure, mais qui ne doit pas remettre en cause notre modèle social. Nous devons être performants dans le cadre de ce modèle social. Et pour cela il n'y a pas d'autre manière de faire que de trouver, entreprise par entreprise, les solutions pour être les meilleurs. Ce qui permet de trouver par l'ingéniosité que provoque le dialogue social les conditions d'une meilleure performance et aussi d'avoir des avancées, et donc des progrès.

La seconde leçon, c'est l'investissement, et notamment l'investissement dans la recherche et le développement. Vous avez souligné cette nécessité, cette exigence. Les chiffres d'ailleurs de THALES sont très impressionnants puisque vous consacrez deux milliards et demi d'euros à la recherche et au développement, soit 20 % de votre chiffre d'affaires. L'Etat vous a accompagné parce que ce qui fait la différence là aussi entre différentes offres, c'est parfois des coûts salariaux plus bas que les nôtres pour nos concurrents, y compris, nous en parlions, pour les ingénieurs. Ce qui fait la différence, c'est le haut niveau de la recherche, de l'innovation et du développement.

L'Etat a donc décidé notamment à partir de 2012 de sécuriser le crédit impôt recherche, de le sanctuariser et de faire que vous puissiez utiliser cet instrument comme une ressource qui vous permet de financer. C'est un mécanisme unique au monde, de pouvoir financer dans les meilleures conditions vos investissements en terme de recherche et de développement. Nous y

avons ajouté le PIA, c'est-à-dire le Programme des Investissements d'Avenir, dont THALES est pour partie bénéficiaire. Et un système tout à fait original en France, de la DGA qui préfinance, qui accompagne des investissements de recherche de ces grandes entreprises, fournisseurs de technologies. Donc il était très important que nous puissions vous donner les moyens d'assurer ce développement.

Enfin la dernière leçon, c'est le niveau de formation. Tout à l'heure en rencontrant un certain nombre de salariés, je leur ai demandé quel a été leur parcours, notamment pour les plus jeunes. Soit, ils sortaient d'école d'ingénieurs, soit certains étaient en apprentissage, soit d'autres avaient eu un parcours professionnel après l'université, et tous avaient un niveau de formation dans leur compétence particulièrement élevé. Ce que nous devons faire au niveau de l'Etat, c'est assurer que ce niveau de formation soit excellent dans l'enseignement supérieur mais également dans toutes les filières professionnelles. C'est un devoir que nous devons accomplir aussi bien pour les lycées professionnels que pour l'apprentissage, et faire que l'alternance soit là encore une méthode, pour que nous puissions - y compris dans des grands groupes comme les vôtres - assurer cette qualification par la vie professionnelle elle-même.

Cette stratégie a permis à THALES de créer de l'emploi et d'embaucher. Vous avez cité les chiffres, 3 000 embauches en France en 2015, 6 000 dans le groupe, puisque vous êtes un groupe présent dans plus de 50 pays au monde. 3 000 emplois créés en France, l'essentiel en CDI. C'est bien l'objectif que nous avons à travers la loi Travail, c'est de faire en sorte que les embauches puissent se faire en CDI et non pas en contrats courts qui, à un moment, désespèrent les plus jeunes. Donc 3 000 embauches, 2 000 en CDI et le reste en apprentissage ou en contrat de professionnalisation, c'est-à-dire ce qui va permettre aux jeunes de rentrer dans l'activité professionnelle et ensuite de pouvoir y être embauchés avec un contrat à durée indéterminée. En 2016, vous prévoyez le même niveau d'embauche avec les mêmes répartitions, 6 000 au niveau mondial, 3 000 en France, 2 000 en contrat en durée indéterminée, 1 000 en apprentissage. Et puis j'imagine puisque vous avez une croissance de 5 % sur les trois prochaines années que vous aurez ce rythme toujours. J'espère être là pour le vérifier, j'y reviendrai autant de fois que nécessaire.

Je veux donc vous féliciter pour justement ce courant d'embauches. C'est très important, parce que parfois on se pose la question : les grands groupes industriels comme les vôtres très technologiques, avec beaucoup de recherches et de développement, est-ce que ces groupes embauchent encore ? Est-ce qu'il y a encore une possibilité d'avoir de l'emploi dans ces grands groupes industriels ? La réponse est oui. Et quand vous faites des implantations à l'étranger ou des grands contrats d'exportation, c'est la même question qui se pose. Elle est légitime. Est-ce que ces grands contrats ont un effet sur l'emploi en France ou est-ce que c'est simplement dans les pays où on va partager la technologie, ce qui va être le cas pour l'Australie, que les emplois vont être créés ? Et bien la réponse vous l'avez déjà donnée, c'est que tout emploi qui se crée à l'étranger dans le cadre d'un grand contrat, est souvent suivi d'un ou de deux emplois supplémentaires en France, d'où l'enjeu de l'exportation, d'où l'enjeu de ces grands contrats d'équipement, d'où l'enjeu aussi d'être présent sur l'ensemble des pays au monde, ce que vous avez réussi.

Alors je reviens à la situation de THALES, d'il y a quatre ans, parce que quand je suis arrivé aux responsabilités de notre pays, un des sujets qui m'a été présenté a été celui de THALES. Ici beaucoup s'en souviennent, il y avait des interrogations sur la stratégie, sur l'orientation du groupe, il y avait des choix de personnes aussi à faire. Et beaucoup aussi s'interrogeaient sur même le devenir de THALES, en tant que groupe. En quatre ans vous avez réussi cette performance, montrant que tout était possible dès lors qu'il y avait une volonté, une stratégie, un dialogue social, une capacité technologique et une confiance qui vous était apportée. Après je me suis senti responsable parce que vous aviez un dirigeant, Jean-Bernard LEVY, et je vous l'ai pris. Mais j'avais une solution, pas de rechange, j'avais une bonne solution qui permettait également de rajeunir considérablement ce qu'est l'image de l'entreprise. Et je pense que c'était un choix judicieux.

C'est aussi l'exemple que je voulais donner : il faut avoir confiance. il faut faire confiance. Il faut

C'est aussi l'exemple que je voulais donner. Il faut avoir confiance, il faut faire confiance. Il faut d'abord avoir confiance en la France. Elle est capable de ces beaux résultats que nous venons de saluer, elle est capable d'une offre technologique de très haut niveau, elle est capable d'inventer, d'imaginer, elle est capable de créer, elle est capable de produire, produire en France, elle est capable d'exporter et il faut faire confiance. Faire confiance aux entreprises qui investissent, qui innovent. Faire confiance aussi aux salariés dans le cadre d'un dialogue social responsable, faire confiance aux partenaires sociaux parce que c'est indispensable dans une entreprise. Faire confiance à ceux qui représentent la nation parce que c'est aussi ce qui permet d'avoir une démocratie. Et si on a à la fois confiance en nous et que l'on fait confiance dans ce qui permet la création de richesses et aussi son partage, alors la France, nul doute, réussira.

Nous avons eu, c'est vrai, des bonnes nouvelles ces derniers jours. A la fois ce grand contrat avec l'Australie, les chiffres du chômage - même s'il faut être très prudent, parce que ce qui compte c'est la tendance, ce n'est pas les chiffres mensuels qui quelquefois désespèrent, quelquefois enthousiasment, mais ce qui compte c'est d'avoir cette volonté, cette cohérence, cette constance dans l'action qui nous permettra ensuite d'avoir les résultats.

Et puis nous avons aussi aujourd'hui moins de défaillances d'entreprises. Pour le premier trimestre, c'est le meilleur chiffre, cela salue donc le fait que la reprise économique est là et que les défaillances d'entreprises sont moins nombreuses. S'il y a moins de défaillances d'entreprises, c'est le meilleur chiffre depuis 2009, cela veut dire qu'il y aura moins de suppressions d'emplois, parce que dans l'économie, il y a des créations d'emplois et puis il y a aussi des suppressions d'emplois. Et en même temps qu'on salue les créations d'emplois, on doit être aux côtés des salariés qui peuvent perdre leur emploi et qui doivent être accompagnés, requalifiés. Il faut aussi éviter qu'il y ait des liquidations d'entreprises, parce qu'à chaque fois qu'une usine ferme, c'est un potentiel, un savoir-faire qui disparaît. Nous comptons aussi sur les grands groupes pour appuyer l'effort des PME qui sont essentielles pour la création d'activités et pour les embauches. Alors quand on a ces chiffres là, on doit surtout penser à continuer, à poursuivre, à amplifier, à faire les réformes qui sont indispensables et en même temps à chercher toujours le bon équilibre, le bon compromis entre la performance économique - elle est là - le dialogue social - il est indispensable - et la modernisation - comment ne pas moderniser lorsqu'on est comme vous face à une révolution technologique.

Tout à l'heure le mot a été employé. On est face à une révolution numérique, énergétique, technologique et on doit forcément moderniser notre pays, rapidement, beaucoup plus rapidement d'ailleurs qu'on ne l'avait sans doute conçu ces dernières années. Il faut aller beaucoup plus vite et en même temps on doit garder ce qui fait l'essentiel de la France, son modèle social, le pacte républicain, la cohésion que nous pouvons avoir ensemble.

Nous avons été éprouvés ces derniers mois, les attentats qui ont été pour nous des tragédies et en même temps qui ont été des sujets de fierté parce que nous avons tenu bon face à ces épreuves et que nous avons montré aussi qu'on était capable d'agir et de réagir grâce à nos forces armées, grâce aussi à notre vigilance, j'allais dire, à notre esprit de résistance.

Donc voilà c'est ce message d'espoir que je voulais ici prononcer parce qu'à THALES, c'est vrai que vous portez de la technologie, mais aussi de la réussite et donc de l'espoir.

Merci.